

Le projet de l'hôpital universitaire d'Helsinki financé par l'UE est lié à la colonisation illégale d'Israël ?

Le projet BOUNCE sur le cancer du sein, financé par l'Union européenne et dirigé par l'hôpital universitaire d'Helsinki (HUS) en Finlande, a apparemment des liens avec **l'université d'Ariel**. L'Université d'Ariel est située dans une colonie israélienne illégale dans les Territoires palestiniens occupés. Dans les documents de BOUNCE, le lieu de l'université est identifié comme étant Israël. La coordinatrice de BOUNCE, Paula Poikonen-Saksela, exige que les soupçons concernant les activités de recherche du projet dans l'Université d'Ariel ou son financement ne soient pas soulevés en public. Les références à la coopération ont été supprimées de la page Web de BOUNCE.

L'apartheid israélien est un sujet controversé. Cependant, sur un point, il y a un large consensus : les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés sont illégales au regard du droit international.

Pendant la présidence de Donald Trump en 2019, le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il ne considérerait pas les colonies comme illégales. Israël n'a pas réussi à obtenir d'autres États qu'ils reconnaissent officiellement les colonies. [L'Union européenne](#) et de nombreux États membres, [dont la Finlande](#), ont condamné clairement et à plusieurs reprises les colonies et affirmé qu'elles ne font pas partie d'Israël. Cela n'a pas empêché l'UE de continuer à soutenir les colonies, par exemple en autorisant les importations en provenance de celles-ci, bien que cela soit [contraire au droit international](#). Néanmoins, l'UE évolue lentement sur cette question.

En 2013, la Commission européenne a publié [des lignes directrices](#) selon lesquelles les financements de l'UE ne peuvent être accordés à des entités opérant dans les colonies ni à des activités menées dans ces dernières. Cependant, le respect de ces directives n'est pas correctement contrôlé. En mars 2021, plus de 500 universitaires européens et israéliens ont publié [une lettre ouverte](#) dans le *Times Higher Education*, critiquant le financement par l'UE [de projets](#) impliquant les colonies. À titre d'exemple, ils ont mentionné les liens entre le projet BOUNCE de la HUS et l'université d'Ariel.

Raija-Leena Punamäki-Gitai, professeur de psychologie à l'Université de Tampere, en Finlande, déclare avoir signé la lettre parce que «l'Université Ariel fait partie de la politique de colonisation d'Israël, qui est sans ambiguïté contraire au droit international». Elle mentionne le revers de la médaille de toute activité scientifique dans les colonies : «En même temps qu'il construit des colonies, Israël restreint la liberté de mouvement et la collaboration internationale des étudiants et des chercheurs palestiniens, ainsi que le fonctionnement des universités palestiniennes».

L'université d'Ariel est la seule université israélienne entièrement située dans les territoires palestiniens occupés. L'armée israélienne [l'a fondée](#) en 1982 dans le cadre de l'administration militaire. En 2018, l'université est passée sous l'autorité civile. La société civile palestinienne, les syndicats et l'Autorité palestinienne [ont appelé](#) les États, les institutions et les universitaires individuels à ne pas avoir de liens avec Ariel.

La coopération avec l'université d'Ariel [a été critiquée](#) au niveau international, et elle est controversée [même en Israël](#). À la mi-avril, le ministre israélien de l'éducation, Yoav Gallant, [a empêché](#) le mathématicien israélien [de recevoir le prix](#) d'Israël, notamment parce qu'il avait signé la lettre du *Times Higher Education*. Appeler au boycott des colonies [est illégal](#) en Israël. Interrogée sur les liens avec Ariel, la coordinatrice du projet, Paula Poikonen-Saksela, de HUS, répond : «L'Université Ariel n'est pas un partenaire de BOUNCE et n'a pas été financée par le projet. Aucune recherche BOUNCE n'a été menée sur des territoires interdits.»

Selon Poikonen-Saksela, les documents concernant Ariel sur la page web du projet ne concernaient que la collaboration interne des chercheurs israéliens et la collecte de données avant le début de BOUNCE. « La mention de l'université d'Ariel n'était pas censée être une approbation ». Elle affirme que toutes les mentions d'Ariel ont maintenant été supprimées de la page web du projet. Selon Poikonen-Saksela, il s'agissait simplement d'une erreur d'identification du professeur Yaira Hamama-Raz de l'Université d'Ariel en tant que membre du projet, et d'une erreur dans l'adresse de l'université. Dans sa réponse, Mme Poikonen-Saksela exige que les soupçons concernant les recherches menées dans le cadre du projet ou le financement d'Ariel ne soient pas évoqués en public.

En effet, tous les documents mentionnant des liens avec Ariel ont disparu de la page web de BOUNCE. Plus tard, certains documents ont été remplacés par des versions où le nom de Yaira Hamama-Raz a été supprimé.

Un audit serait nécessaire pour confirmer si l'affirmation selon laquelle BOUNCE ne finance pas d'activités à Ariel est vraie. Cependant, il est facile de confirmer que l'affirmation de Poikonen-Saksela selon laquelle les mentions d'Ariel sur la page web ne concernaient que l'adhésion à Hamama-Raz et la coopération antérieure au projet est fautive. Cela est possible car le matériel supprimé des pages Web reste accessible sur la Wayback Machine d'Internet Archive.

Un document de BOUNCE mentionne l'Université Ariel et le Centre Ariel pour la recherche appliquée sur le cancer (qui est situé dans la même colonie) comme parties prenantes en Israël. Le projet a débuté en 2017, alors que l'université d'Ariel était encore sous la coupe de l'armée israélienne. La page Web du projet indique que Hamama-Raz a présenté un événement de diffusion du projet à l'université d'Ariel en juin 2020. Un projet officiel cite Hamama-Raz non seulement comme membre du projet de recherche (comme d'autres documents), mais aussi comme l'un des auteurs du rapport. Elle est citée comme l'un des présidents d'un événement BOUNCE organisé à Jérusalem en septembre 2019. Hamama-Raz mentionne son appartenance à BOUNCE dans son CV.

Hamama-Raz est l'auteur principal d'un article publié en 2019, que la chercheuse principale du groupe de travail BOUNCE, Ruth Pat-Horenczyk, a répertorié sur Researchgate comme faisant partie de BOUNCE. Dans l'article, l'affiliation et l'adresse de contact d'Hamama-Raz sont indiquées comme étant l'Université d'Ariel, qui est censée être en Israël. Pat-Horenczyk a présenté l'article dans le cadre de BOUNCE lors d'un événement du projet à l'Université d'Helsinki en juin 2019. Elle a également listé un article de conférence d'août 2020 co-écrit avec Hamama-Raz dans le cadre de BOUNCE. L'affiliation institutionnelle de Hamama-Raz y est indiquée comme étant l'Université Ariel en Israël. Les auteurs remercient Poikonen-Saksela et reconnaissent le financement de BOUNCE.

Poikonen-Saksela souligne que le rôle de Hamama-Raz est limité à la collecte de données au Rabin Medical Center en Israël avant le début de BOUNCE. Elle affirme que Hamama-Raz travaille à la fois au Rabin Medical Center et à l'Université d'Ariel. Selon le CV de Hamama-Raz, son travail au Rabin Medical Center s'est terminé en 2005, et depuis 2009, sa seule affiliation est l'Université d'Ariel. Dans la base de données internationale de recherche ORCID, Hamama-Raz indique l'université d'Ariel comme sa seule affiliation.

Lorsqu'on lui demande des détails, Poikonen-Saksela s'en tient à son affirmation selon laquelle toutes les mentions de Hamama-Raz en tant que membre de BOUNCE et présidente d'un événement BOUNCE sont des erreurs. Selon elle, l'événement de diffusion de BOUNCE couvert sur les pages web de BOUNCE n'était pas un événement BOUNCE. Elle affirme que la mention des institutions Ariel en tant que parties prenantes du projet concernait les «acteurs généraux du traitement du cancer dans différents pays».

Poikonen-Saksela ne répond pas à la question de savoir comment il est possible qu'une telle erreur soit présente dans plusieurs documents BOUNCE différents au fil des ans. Elle ne répond pas non plus à la question de savoir pourquoi Hamama-Raz est cité comme auteur d'un rapport officiel de BOUNCE. Au lieu de cela, Poikonen-Saksela dit qu'elle souhaite que ses affirmations soient «honorées» en tant que «faits indiscutables». Poikonen-Saksela dit avoir demandé aux membres israéliens du projet d'«éviter soigneusement» d'utiliser le nom BOUNCE s'ils collaborent avec l'Université Ariel.

Tuomas Lähdeoja, médecin-chef de service aux HUS et l'un des signataires de la lettre du *Times Higher Education*, commente la question du point de vue de l'éthique de la recherche: « Supprimer et modifier des documents a le goût embarrassant de balayer les choses sous le tapis. Il serait conforme aux principes et à la transparence exigée par une bonne conduite de la recherche de dire clairement et publiquement ce qu'est et n'est pas la participation d'Ariel, et de rejeter positivement toute coopération. Dans un projet de grande envergure, la question peut sembler sans importance, mais le fait de donner ou non son petit doigt au diable est une question de principe.»

La complicité avec les colonies n'est pas un problème mineur. En mars, la Cour pénale internationale [a ouvert](#) une enquête sur les crimes de guerre dans les territoires palestiniens occupés, et les colonies étaient l'un des trois domaines d'intérêt [de l'enquête préliminaire](#). *Human Rights Watch* a noté qu'étant donné que les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international sont intrinsèques à la politique de colonisation d'Israël, tout commerce avec les colonies y contribue et en bénéficie inévitablement. Il en va de même pour la recherche, qui est également utilisée pour normaliser l'annexion, qu'elle implique ou non le financement d'activités dans les colonies.

Saana Svärd, professeur associé, affirme que l'université Ariel induit volontairement les chercheurs en erreur : « Ariel se présente dans des contextes de recherche internationaux comme une université israélienne normale. Il est important de faire prendre conscience du fait qu'elle est à bien des égards une organisation problématique. » Mme Svärd dirige le Centre d'excellence de l'Académie de Finlande sur les empires du Proche-Orient ancien à l'université d'Helsinki. Elle est l'un des signataires de la lettre du *Times Higher Education*.

En mars, Sirpa Pietikäinen (PPE) et d'autres membres du Parlement européen ont posé [une question parlementaire](#) à la Commission européenne concernant le financement par l'UE de projets ayant des activités dans les colonies. Ils ont mentionné BOUNCE à titre d'exemple.

Selon M. Pietikäinen, « souvent, les projets de ce type et leurs relations avec les colonies relèvent de l'innocence et de l'ignorance - on ne sait pas exactement, on ne réfléchit pas ou on ne prête pas attention à l'impact des projets de recherche et de leurs nombreux partenaires. Cela n'enlève rien à l'importance des projets de recherche menés dans les colonies ».

Pietikäinen souligne que « non seulement l'UE, mais aussi les institutions de recherche et les coordinateurs de recherche doivent mieux surveiller et s'assurer que les projets de recherche de l'UE n'affluent pas dans les territoires occupés ».

Yaira Hamama-Raz et le directeur du Centre Ariel pour la recherche appliquée sur le cancer, Michael Firer, ont été contactés pour un commentaire. Hamama-Raz n'a pas répondu. Firer a déclaré qu'il consulterait le personnel des relations publiques de l'Université Ariel et n'a pas répondu par la suite.

Syksy Räsänen

L'auteur est l'un des signataires de la lettre du *Times Higher Education*.
Cet article a été initialement publié en finnois dans le magazine [Voima](#).